agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/PAKISTAN - Marche pour la paix teintée de blanc pour rejeter l'extrémisme islamique

Faisalabad (Agence Fides) – Le Pakistan doit se réveiller et considérer sérieusement la menace représentée par le militantisme taliban en formulant une stratégie adéquate permettant de garantir une paix durable. Le dialogue doit aller de pair avec une ligne opérationnelle claire destinée aux forces de sécurité et devant leur permettre de mettre un terme à la violence. C'est ce qu'ont demandé les participants à une « marche pour la paix » organisée dans le cadre de la campagne « drapeau blanc » lancée par un vaste réseau d'associations de la société civile pakistanaise. Les manifestants ont stigmatisé « l'inaction de l'Etat et de ses institutions », qui ne sont pas parvenus jusqu'ici à garantir la sécurité des citoyens. Ainsi que cela a été indiqué à Fides, l'événement, qui a eu lieu ces jours derniers à Faisalabad, a été organisé par des associations telles que Peace and Human Development (PHD), National Minorities Alliance of Pakistan et Association of Women for Awareness & Motivation (AWAM).
La campagne « drapeau blanc » invite tous les citoyens et les institutions à hisser des drapeaux blancs sur les maisons, les bureaux et les véhicules en signe de protestation pacifique contre l'extrémisme et le militantisme. A la manifestation ont participé des personnes de différentes communautés, provenances et religions, des étudiants, des avocats, des représentants des syndicats, des partis politiques et des organisations non gouvernementales. Tous portaient des capuchons blancs ou des drapeaux blancs, signes du désir de paix.
Suneel Malik, Directeur de PHD, indique à Fides : « le dialogue entre le gouvernement et les talibans a été jusqu'ici confus et inconcluant. Une solution complète et satisfaisante pour affronter le problème du militantisme taliban se trouvera seulement lorsque tous les rebelles seront compris dans une plateforme de négociations ». Un militant politique, Robin Daniel, affirme : « l'Etat, en menant des négociations directes avec les talibans, semble les avoir reconnus en tant qu'entité légitime. Les militants veulent reporter le Pakistan à l'âge de la pierre et imposer la loi de la terreur au Pakistan ».
La Directrice de l'Association féminine AWAM, Nazia Sardar, a indiqué quant à elle : « la population est lasse d'entendre parler de colloques de paix avec les talibans. Jusqu'ici sept accords différents avec différents groupes de militants n'ont produit aucun résultat concret ».
Naseem Anthony, l'un des promoteurs de la campagne, par ailleurs militant pour les droits fondamentaux, remarque : « le dialogue devrait aller de pair avec l'action sur le terrain. Le dialogue est possible avec les groupes qui sont disposés à parlementer alors qu'il faut lancer une répression violente contre les militants qui n'entrent pas dans un processus de dialogue et continuent à perpétrer des actes de terrorisme ».
Pour Shazia George également, « pour être admis aux négociations, les talibans devraient, au préalable, déposer les armes, adhérer à la Constitution du Pakistan, accepter les droits des femmes et des minorités religieuses ». Le militant politique Ashar Iqbal ajoute : « Le dialogue avec les groupes militants doit respecter les paramètres de la Constitution. Des colloques de paix ne peuvent avoir lieu à côté d'actes de terrorisme. La violence ne peut demeurer impunie ». Le coordinateur d'une autre association, Iftikhar Ahmed, a noté que « la vraie bataille consiste à changer la mentalité militante diffuse dans la société en fournissant des opportunités aux personnes ».
(PA) (Agence Fides 21/02/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it